

**DECISION DU PRESIDENT N° 068-25**

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : ATTRIBUTION DE MARCHÉ RELATIVE A L'EQUIPEMENT D'UNE BAIE INFORMATIQUE ET D'UN ONDULEUR POUR LA DEUXIEME SALLE SERVEUR DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINT-FULGENT/LES ESSARTS

Le Président de la Communauté de communes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,
Vu les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique,
Vu la délibération du Conseil communautaire du 11 avril 2024, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 221 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
Considérant les travaux de rénovation du siège social de la Communauté de Communes,
Considérant dans ce contexte la nécessité de se doter d'une deuxième salle serveur pour renforcer la protection des données et celle contre les incendies,
Considérant l'offre de l'entreprise APSSI Group de Pont-Saint-Martin (44) relative à l'équipement d'une baie informatique et d'un onduleur pour la deuxième salle serveur de la Communauté de Communes pour un montant de 6 857.00 € H.T.,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer à l'entreprise APSSI Group de Pont-Saint-Martin (44) le marché relatif à l'équipement d'une baie informatique et d'un onduleur pour la deuxième salle serveur de la Communauté de Communes pour un montant de 6 857.00 € H.T.

Article 2 : d'imputer la dépense sur les crédits du budget Général.

Article 3 : le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 5 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

Article 6 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées

Fait à Saint-Fulgent, le 4 mars 2025

Le Président
Jacky DALLEY



La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette
44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.